

Cerema (Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement), établissement public à caractère administratif,

dont le siège se situe :
2 rue Antoine Charial – CS 33927 - 69426 Lyon Cedex 03

Ci-après désigné "l'acheteur"

**FOURNITURE, LIVRAISON ET INSTALLATION D'UN
OCULOMETRE**

**Cahier des Clauses Administratives Particulières
(CCAP)**

Marché de fourniture

Référence : 25-136_M

Table des matières

ARTICLE 1 – OBJET ET ÉTENDUE DU MARCHÉ.....	4
1.1 – Objet.....	4
1.2 – Décomposition en lots.....	4
1.3 – Prestations supplémentaires éventuelles (PSE).....	4
Sans objet.....	4
1.3 – Nature et étendue du marché.....	4
1.4 – Procédure et quantité du marché.....	4
1.5 – Spécifications techniques.....	4
1.6 – Considérations sociales.....	4
1.7 – Considérations environnementales.....	5
ARTICLE 2 – DURÉE DU MARCHÉ	5
ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 4 – DELAIS D’EXECUTION DU MARCHE.....	6
4.1 – Délai d’exécution.....	6
4.2 – Prolongation du délai d’exécution.....	6
ARTICLE 5 – CONDITIONS D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	6
5.1 Dispositions générales.....	6
5.2 Documentation technique.....	6
5.3 – Obligations de résultat.....	7
5.4 – Lieu d’exécution du marché.....	7
5.5 – Livraison.....	7
5.6 – Qualité des équipements.....	7
5.7 – Emballage	7
5.8 – Transfert de compétences.....	8
ARTICLE 6 - PÉNALITÉS	8
6.1 – Pénalité pour retard.....	8
6.2 - Pénalités pour indisponibilité du matériel.....	8
ARTICLE 7 – PRIX DU MARCHÉ.....	9
7.1 – Nature du prix.....	9
7.2 – Contenu des prix.....	9
7.3 – Variation des prix du marché.....	9
ARTICLE 8 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	10
8.1 – Avance	10

8.2 – Acomptes.....	10
8.3 – Demandes de Paiement.....	10
8.4 – Modalités de règlement	11
8.5– Unité monétaire	11
ARTICLE 9 – OPÉRATION DE VÉRIFICATION ET DE RÉCEPTION	12
9.1 – opérations de vérification et admission des prestations de chaque tranche.....	12
ARTICLE 10 – GARANTIE	12
ARTICLE 11 – OBLIGATIONS DE CONSEIL ET D’INFORMATION	13
ARTICLE 12 – RESPONSABILITÉS.....	13
ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITÉ.....	13
ARTICLE 14 – LITIGES.....	13
ARTICLE 15 – ASSURANCES.....	14
ARTICLE 16 – RESILIATION DU MARCHÉ.....	14
16.1 – Résiliation sans faute.....	14
16.2 – Résiliation pour faute	14

ARTICLE 1 – OBJET ET ÉTENDUE DU MARCHÉ

1.1 – Objet

Le présent marché a pour objet l'acquisition (y compris la fourniture, la livraison, l'installation et la formation pour l'utilisation) d'un système oculométrique utilisé pour étudier l'attention visuelle et la charge de travail mental lors de la conduite automobile en situation virtuelle ou réelle.

Le marché comprend également des prestations associées de support et de maintenance pour une durée d'un an renouvelable 3 fois un an ainsi que les matériels permettant la transposabilité du système oculométrique pour l'utilisation effective dans le véhicule instrumenté.

Le présent marché concerne l'établissement suivant :

Site CEREMA de Saint-Brieuc (Dter_Ouest)

5 rue Jules Vallès

22 000 Saint-Brieuc

1.2 – Décomposition en lots et tranches

Le présent marché est composé d'un lot unique.

Les prestations sont décomposées en une tranche ferme et deux **(2) tranches optionnelles** comme suit :

- **Tranche ferme** : fourniture, livraison, installation et mise en service d'un oculomètre déporté intégrant une formation de prise en main du matériel, sa documentation technique afférente, une garantie et des prestations de maintenance d'un (1) an minimum ;
- **Tranche optionnelle n°1** : Fourniture, livraison et installation des matériels supplémentaires nécessaires à l'utilisation de l'oculomètre dans le véhicule instrumenté intégrant une formation de prise en main du matériel et la documentation technique afférente ;
- **Tranche optionnelle n°2** : prestations de support et de maintenance (préventive pour le logiciel et préventive et curative pour le matériel) pour une durée d'un (1) an renouvelable trois (3) fois, prenant effet à compter de la fin de la garantie initiale d'un (1) an minimum (garantie incluant support et maintenance) ;

L'affermissement des tranches optionnelles est subordonnée à une décision de l'acheteur, celles-ci pourront être affermies dès la notification du marché et au plus tard le dernier jour de la période de garantie de la tranche ferme.

Lorsqu'une tranche optionnelle est affermie avec retard ou n'est pas affermie, aucune indemnité n'est due au titulaire.

1.3 – Nature et étendue du marché

Le présent marché est un marché de fourniture.

Il s'agit d'un marché simple conclu à prix global et forfaitaire.

1.4 – Procédure

La consultation a été lancée sous la forme d'une **procédure adaptée** régie par les articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique.

1.5 – Spécifications techniques

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

1.6 – Considérations sociales

Le titulaire est encouragé à recourir à des actions favorisant l'insertion sociale dans l'exécution du présent marché. Cela peut inclure le recrutement de personnes éloignées de l'emploi (demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes sans qualification, bénéficiaires de minima sociaux, etc..) ou la sous-traitance avec des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE). Bien que cette démarche ne soit pas rendue obligatoire, le recours à des structures d'insertion ou l'embauche de ces publics sera particulièrement appréciée par le Cerema dans le cadre du présent marché.

1.7 – Considérations environnementales

Le titulaire devra, dans la mesure du possible faire en sorte de veiller dans le cadre de son activité à mettre en place des mesures limitant au maximum l'impact carbone liés à l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage de plus à cette fin à ce qu'aucun dépôt hors des décharges prévues à cet effet ou enfouissement d'ordures et aucun brûlage, ne soit réalisé. Toute initiative complémentaire contribuant à la diminution de l'empreinte carbone sera particulièrement appréciée.

Par ailleurs, dans une démarche écoresponsable, le titulaire est invité à réduire sa consommation de papier tout au long de l'exécution du marché. Il privilégiera l'usage de supports numériques pour les échanges, transmissions de documents, rapports et tout autre élément relevant du marché.

ARTICLE 2 – DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu à compter de sa date de notification et se termine à l'admission des prestations objet de la tranche ferme (conformément au calendrier prévisionnel joint au présent CCAP) ou à la date la plus tardive de l'admission des prestations objet des tranches optionnelles n°1 et 2 si elles sont affermies.

Concernant la tranche optionnelle n°2, si elle est affermie, les prestations de support et maintenance qui comprennent à minima le remplacement des pièces d'usures et les réglages nécessaires au bon fonctionnement, seront réalisées sur une période de un (1) an renouvelable trois (3) fois.

ARTICLE 3 – PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Conformément à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles par ordre décroissant de priorité sont les suivantes :

- **L'acte d'engagement (AE) et son annexe :**
 - Annexe financière n°1 : La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- **Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe;**
 - Annexe : Planning prévisionnel
- **Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) ;**
- **Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures et services (C.C.A.G.-FCS) arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier**

des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures et services ; ce dernier document n'est pas joint au présent marché mais les parties contractantes déclarent expressément s'y référer et les accepter ;

- **Planning détaillé d'exécution arrêté dans les conditions décrites à l'article 4.1 du présent CCAP ;**
- **L'offre technique du titulaire ;**

En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles, celles-ci prévalent dans l'ordre indiqué ci-dessus.

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG FCS, **il ne figure pas dans ce présent CCAP les dérogations aux stipulations du CCAG contenues dans cet accord.**

ARTICLE 4 – DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE

4.1 – Délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations de la tranche ferme **ne pourra être supérieur à 3 mois calendaires et il court à compter de la notification du marché et jusqu'au prononcé de la mise en ordre de marche des matériels de la tranche ferme.**

Le délai d'exécution englobe les étapes suivantes :

- Le délai d'approvisionnement du matériel technique ;
- La livraison sur site ;
- La mise en service des matériels ;
- La formation du personnel ;
- La documentation afférente ;

Le délai d'exécution de la tranche optionnelle n°1 **ne pourra être supérieur à 3 mois calendaires et il court à compter de l'affermissement de ladite tranches jusqu'au prononcé de la mise en ordre de marche des matériels objets de ladite tranche.**

Le délai d'exécution englobe les étapes suivantes :

- Le délai d'approvisionnement des matériels techniques ;
- La livraison sur site ;
- Le raccordement et la mise en service des matériels ;
- La formation du personnel ;
- La documentation afférente ;

Ces délais (tranche ferme et optionnelle n°1) restent des délais maximums, le titulaire reste en mesure de proposer des délais optimisés à ce délai d'exécution.

Les tranches sont indépendantes et sont soumises individuellement aux délais fixés ci-dessus.

Dès la notification un planning sera établi par l'acheteur en concertation avec le titulaire en tenant compte des contraintes de chacune des deux parties qui sera ensuite notifié au titulaire et le non-respect de ce planning entraînera l'application de pénalités.

En cas d'affermissement de la tranche optionnelle n°2 (support et maintenance), la reconduction annuelle s'effectuera de manière tacite. En cas de non-reconduction, l'acheteur en informera le

titulaire au plus tard trois mois avant la date de fin d'exécution de la prestation annuelle de support et maintenance.

4.2 – Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être demandée par le titulaire dans les conditions fixées par l'article 13.3 du CCAG-FCS.

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

5.1 Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir au plus tard à la livraison toute documentation nécessaire à l'utilisation, au bon fonctionnement et à la maintenance des équipements livrés puis s'engage pendant toute la durée de garantie à fournir les éventuels rectificatifs de ladite documentation.

Si la documentation accompagnant le matériel n'est pas fournie, le matériel est réputé non livré tant que cette documentation fait défaut.

Cette documentation technique devra être fournie en langue française ou anglaise conformément aux stipulations du présent CCAP.

5.2 – Obligations de résultat

Le marché est assorti d'une obligation de résultat.

Il appartient au titulaire de se conformer à l'ensemble des obligations du marché, d'avertir le Cerema durant le marché de toute difficulté qu'il pourrait rencontrer et d'assurer toutes les actions utiles et nécessaires à la bonne fin des prestations qui lui sont demandées dans le cadre du marché.

5.3 – Lieu d'exécution du marché

Le lieu d'exécution est le suivant :

**Cerema de Saint-Brieuc
5 rue Jules Vallès
22 000 Saint-Brieuc**

Le titulaire devra intervenir sur site que ce soit pour la livraison des matériels, la formation du personnel ou les prestations à réaliser pendant la période de garantie, y compris pour les prestations de maintenance le cas échéant.

5.4 – Livraison

Pour la **tranche ferme**, le matériel sera livré à l'adresse suivante :

**Cerema de Saint-Brieuc
5 rue Jules Vallès
22 000 Saint-Brieuc**

Pour la **tranche optionnelle n°1**, le matériel sera livré soit à l'adresse du site de Saint-Brieuc citée ci-dessus soit à l'adresse suivante :

**Cerema d'Angers
23 avenue Amiral Chauvin**

Le lieu exact de livraison du matériel de la Tranche optionnelle 1 sera déterminé au moment de l'affermissement de la tranche.

Les délais de livraison et la durée d'installation sont précisés dans le planning notifié postérieurement à la notification.

L'emplacement exact et définitif du matériel dans les locaux du Cerema sera rendu libre et dégagé pour permettre son installation lors de la livraison.

5.6 – Qualité des équipements

L'équipement livré doit être conformes aux stipulations du marché, aux prescriptions des normes françaises homologuées et des normes applicables en France en vertu d'accords internationaux.

L'appareil sera livré avec l'ensemble des certificats assurant la sécurité des travailleurs selon les directives européennes et les normes en découlant. Le matériel livré devra être neuf et non reconditionné.

5.7 – Emballage

Conformément à l'article 20 du CCAG-FCS, le titulaire reste propriétaire de ses emballages et à ce titre devra assurer l'évacuation de ses emballages vers une décharge.

Dans un souci de développement durable, le titulaire s'engage à réduire au maximum les emballages, ces derniers devant être suffisants pour transporter et protéger le matériel.

Cette démarche conduit le titulaire à supprimer tout emballage surdimensionné ou inutile.

5.8 – Transfert de compétences

Le titulaire assure une formation en français ou en anglais de prise en main des matériels (de la tranche ferme et de la tranches optionnelle n°1 en cas d'affermissement) pour 5 utilisateurs au maximum et dont les modalités sont précisées à l'article 3.4 du CCTP. La formation devra également porter sur les modalités d'utilisation du matériel et son entretien courant selon les préconisations constructeur précises.

Les modalités relatives à la formation sont précisées dans l'offre du titulaire.

À cette fin, le titulaire devra fournir en français ou en anglais l'ensemble de la documentation relative au fonctionnement et à l'entretien du matériel objet du marché.

ARTICLE 6 - PÉNALITÉS

6.1 – Pénalité pour retard

- Pénalité pour retard

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, en cas de non-respect des délais prévus dans le planning détaillé d'exécution notifié postérieurement à la notification, le titulaire encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 500$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Conformément à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10% du montant total HT de toutes tranches confondues

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Les pénalités ne s'appliqueront pas en cas de fermeture des frontières du pays d'origine du matériel ou Françaises ou en cas d'impossibilité pour le fournisseur de livrer en raison des transporteurs. Le titulaire devra prouver cette impossibilité.

6.2 - Pénalités pour indisponibilité du matériel

Pendant la durée de la garantie d'un (1) an minimum (base) et de maintenance le cas échéant si la tranche optionnelle 2 est levée par dérogation à l'article 14.2 du CCAG-FCS :

- si la durée d'indisponibilité dépasse 15 jours ouvrés maximum à compter de la demande d'intervention, le titulaire est soumis à des pénalités d'un montant de 100 € HT par jour de retard

La pénalité continuera de s'appliquer tant que l'indisponibilité de l'appareil se prolongera.

L'indisponibilité est le temps qui s'écoule entre la réception de la demande d'intervention faite par tout moyen approprié par l'acheteur au titulaire, et la constatation de la disparition du désordre par l'acheteur .

Les pénalités ne s'appliqueront pas en cas de fermeture des frontières du pays d'origine du matériel ou en cas d'impossibilité pour le fournisseur de livrer en raison des transporteurs. Le titulaire devra prouver cette impossibilité.

ARTICLE 7 – PRIX DU MARCHÉ

7.1 – Nature du prix

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont conclues à prix global et forfaitaire fixé à l'acte d'engagement.

7.2 – Contenu des prix

Les stipulations de l'article 10.1.3 du C.C.A.G.-FCS sont applicables.

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres relatives à la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport (frais de douane inclus) jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Aucun frais supplémentaire ne sera pris en compte.

7.3 – Variation des prix du marché

Les prix mentionnés dans l'acte d'engagement sont des prix forfaitaires.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois Mo correspondant au mois de remise de l'offre finale en cas de négociation, ou de l'offre initiale comme mentionné en page de garde du règlement de consultation.

Les prix sont **fermes et actualisables** pour la **tranche ferme et la tranche optionnelle n°1** si cette dernière est affermie.

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prestations faisant l'objet du marché est : CPF 26 et 27 – produits informatiques, électroniques et optiques, équipements électriques – Prix de marché Base 2021 – données mensuelles brutes – identifiant 010764349 publié à l'INSEE.

Les prix seront actualisés si plus de trois mois s'écoulent entre la date de remise des offres mentionnée en page de garde du RC ou du mois de remise de l'offre définitive après négociation et la notification du marché (tranche ferme) ou la date indiquée dans la décision de l'acheteur d'affermissement d'une tranche optionnelle.

L'actualisation s'effectue selon la formule suivante :

$P = P_o * (I-3 / (I_o))$ dans laquelle :

P est le prix actualisé

P_o est le prix initial du marché

I_o = Valeur de l'index de référence I (CPF 26 et 27 – identifiant : 010764349) prise au mois M0

I = Valeur de l'index de référence I (CPF 26 et 27 – identifiant : 010764349) connue au mois de notification -3 mois pour la tranche ferme ou dans la décision de l'acheteur pour l'affermissement de la tranche optionnelle n°1.

Concernant la tranche optionnelle n°2 (prestations de support et maintenance), si cette dernière est affermie les prix sont **révisables annuellement**, la première révision ayant lieu à la date de démarrage des prestations de maintenance.

La révision des prix est faite en application de la formule suivante :

$$P = P_o \times \left(\frac{0,6 \times \text{ICTM-IM}}{\text{ICTM-IMEo}} + \frac{0,40 \times \text{FSD2}}{\text{FSD2o}} \right)$$

Dans laquelle

P et P_o sont respectivement les prix révisés et les prix de base fixé dans l'acte d'engagement.

ICT-IME : La valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail (industries mécaniques et électriques) publié au Moniteur, indice du mois n-3 du mois anniversaire d'application de la révision du marché.

ICT-IMEo : La valeur de l'indice mensuel du coût horaire du travail (industries mécaniques et électriques) publié au Moniteur, du mois de remise des offres fixées en page de garde du règlement de consultation ou du mois de remise de l'offre finale en cas de négociation.

FSD2 : La valeur de l'indice frais et services divers 2 publié au Moniteur, indice du mois n-4 du mois anniversaire d'application de la révision du marché.

FSD2o : La valeur de l'indice frais et services divers 2 publié au Moniteur, du mois de remise des offres fixées dans le règlement de consultation ou du mois de remise de l'offre finale en cas de négociation.

Le titulaire transmet les prix actualisés avec la valeur des indices requis à l'adresse suivante :

cfmsmj.ddpb.daf.sg.cerema@cerema.fr

En l'absence de transmission, le Cerema calculera l'actualisation pour sa mise en application avec information du titulaire.

ARTICLE 8 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

8.1 – Avance

Sauf renonciation expresse au moment de la remise de l'offre, une avance est accordée dans les conditions de l'article 11 du CCAG FCS – Option A.

L'avance n'est ni révisable, ni actualisable, son taux est de 30% du montant des prestations forfaitaires indiquées dans l'annexe financière.

Pour la tranche ferme ou le cas échéant en cas d'affermissement d'une tranche optionnelle, une avance de 30% sera accordée dans le cas où le montant de ladite tranche est supérieur à 50 000€ hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le délai maximum de paiement de l'avance est de 30 jours, à compter de la date de notification du marché.

La récupération de l'avance se fera comme suit :

- 60% à la mise en ordre de marche
- 40% à l'admission du matériel.

Le montant de l'assiette de calcul de l'avance pour le Titulaire est diminué du montant des prestations confiées aux sous-traitants agréés et donnant lieu à un paiement direct.

Le sous-traitant agréé bénéficiant du paiement direct est en droit de bénéficier d'une avance sur sa demande. Le montant de la demande d'avance du sous-traitant agréé est calculé selon les mêmes modalités que pour le Titulaire, sur la base du montant des prestations qui lui sont confiées.

8.2 – Acomptes

Concernant la tranche ferme et la tranche optionnelle 1 si elle est affermie le cas échéant, le paiement des prestations s'effectue en 2 fois :

- 60% à la date d'effet de la mise en ordre de marche (MOM),
- 40 % à l'admission du matériel (=date d'effet de la VA),

Les différents paiements concernant les prestations de support et maintenance s'effectuent conformément aux conditions fixées à l'article 11 du CCAG-FCS.

Concernant la tranche optionnelle n°2 si cette dernière est affirmée, Le montant des prestations forfaitaires annuelles de support et maintenance fera l'objet d'acomptes trimestriels à terme échu, à hauteur du quart du montant annuel forfaitaires hors taxes.

8.3 – Demandes de Paiement

Les demandes de paiement comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture,
- le numéro de facture,
- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers,
- le numéro de SIRET (**mention obligatoire**),
- le numéro du marché (**mention obligatoire**),
- la date d'exécution des prestations,
- la désignation des prestations,
- le décompte détaillé, en quantité et prix HT, de chaque prestation admise,
- le cas échéant, l'application des réfections fixées conformément aux dispositions du C.C.A.G.- FCS ,
- la somme totale à payer hors taxe (HT) et toutes taxes comprises (TTC),
- le taux de la TVA légalement applicables et montant total de la TVA correspondant,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix HT et TTC,
- la désignation de l'organisme débiteur,
- l'adresse de livraison (qui peut être différente de celle de l'acheteur),
- le SIRET de la direction émettrice,
- les références bancaires et les moyens de règlement acceptés.

Dans le cadre de la démarche de réception dématérialisée des factures, toutes les entreprises doivent déposer leurs factures sur le portail CHORUS PRO par l'intermédiaire du lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Il convient de noter que l'absence du SIRET de l'adresse de facturation du Cerema, de n° de marché, et de service exécutant Chorus provoque le rejet de la facture par la plateforme. Le délai de paiement ne prend effet qu'à compter de l'admission de la facture par la plateforme.

Les frais de facturation ne sont pas admis.

8.4 – Modalités de règlement

Le mode de règlement du marché est le virement SEPA. Les règles applicables sont celles de la comptabilité publique.

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du code de la commande publique au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier

jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixée à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement est la date d'admission de la demande de paiement sur la plateforme chorus pro.

8.5– Unité monétaire

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors T.V.A et a le droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

L'unité de compte est l'euro. Les prix restent inchangés en cas de variation de change.

ARTICLE 9 – OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION ET ADMISSION

9.1 – opérations de vérification et admission des prestations de la tranche ferme et optionnelle n°1

Par dérogation aux articles 27, 28 et 29 du CCAG FCS, la vérification des prestations concernant la tranche ferme et la tranche optionnelle n°1 le cas échéant s'exécute comme ci-après défini :

La mise en ordre de marche (MOM) sera prononcée par l'acheteur lorsque l'ensemble des prestations décrites dans le CCTP auront été réalisées et notamment :

- la mise en service de tous les matériels et leur raccordement
- la formation du personnel aura été réalisée à compter de la mise en service du matériel-
- la fourniture de la documentation remise au CEREMA

La date à laquelle l'acheteur prononce la mise en ordre de marche, notifiée au titulaire, constitue le point de départ de la vérification d'aptitude (VA).

La vérification d'aptitude a pour objet de constater que le matériel livré présente les caractéristiques techniques qui le rend apte à remplir les fonctions précisées par le marché.

L'acheteur dispose d'un délai de **deux (2) mois maximum** à compter de la date d'effet de la mise en ordre de marche pour prononcer la Vérification d'Aptitude.

Si le résultat de la vérification d'aptitude est négatif, le pouvoir adjudicateur prend une décision écrite qu'il notifie au titulaire, soit :

- d'ajournement avec vérification pendant une période supplémentaire maximale de quinze jours ;
- d'admission avec réfaction qui consiste à réduire le montant des prestations à verser au titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché, mais qu'elles peuvent être reçues en l'état.
- de rejet qui est la décision prise par le pouvoir adjudicateur qui estime que les prestations ne peuvent être reçues, même après ajournement ou avec réfaction.

La notification de la décision de vérification d'aptitude vaut notification de l'admission des matériels à la date précisée dans ledit document. L'admission est le point de départ de la garantie mentionnée à l'article 10 ci-après.

9.2 – opérations de vérification et admission des prestations de support et maintenance (tranche optionnelle n°2)

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG, aucun frais de vérification n'est dû par l'acheteur. Les opérations de vérification concernant la prestation de maintenance s'exécutent à chaque intervention au vu d'un rapport remis au Cerema dans un délai de 1 mois.

L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission, ou en l'absence de décision dans un délai de 15 jours à compter de la réception du rapport complet susvisé.

ARTICLE 10 – GARANTIE

Les équipements (matériel et logiciels) sont garantis (pièces, main d'œuvre, déplacement, mise à niveau, ...) pour une durée exigée de un (1) an minimum. Le point de départ de la garantie est la date d'admission des matériels.

Le titulaire a précisé dans son mémoire méthodologique l'étendue et la durée de la garantie proposée et si cette dernière a une durée supérieure à un (1) an elle s'appliquera.

Durant la période de garantie, le titulaire s'engage à faire intervenir les personnes compétentes à ses frais, afin de remettre les systèmes dans un état satisfaisant de fonctionnement.

Le titulaire a à sa charge, le retrait, le transport aller et retour jusque sur le site du Cerema des équipements réparés ou remplacés ainsi que leur réinstallation.

En cas de défaillance du titulaire, la personne publique pourra faire appel à un autre prestataire pour assurer les réparations nécessaires aux frais du titulaire. La personne publique sera en droit de remettre au prestataire intervenant à la place du titulaire défaillant dans le cadre et pendant la période de garantie, la documentation qui lui aura été remise par le titulaire afin que ce prestataire assure dans les meilleures conditions possibles les réparations nécessaires.

En cas d'indisponibilité de l'un des matériels de la tranche ferme ou optionnelle n°1 de plus de 15 jours ouvrés maximum, et si le titulaire ne peut fournir un matériel équivalent alors il s'expose aux pénalités prévues au présent CCAP (article 6.2).

ARTICLE 11 – OBLIGATIONS DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations conformément aux meilleurs usages de la profession, et à fournir à l'acheteur les solutions les plus adaptées aux besoins exprimés.

Le titulaire a une obligation générale de conseil, et notamment d'information, à l'égard du Cerema. Il est tenu de satisfaire à son obligation de conseil par toutes recommandations écrites ou orales.

Le titulaire s'oblige notamment à :

- partager avec le Cerema son expérience ;
- fournir au Cerema tous les conseils et mises en garde utiles pour permettre la bonne exécution des prestations ;
- prendre connaissance de toute contrainte et de toute information nécessaires à la bonne exécution des prestations, et, notamment, prendre connaissance de l'ensemble des documents et informations techniques qui lui sont communiqués par le Cerema avant ou pendant la réalisation des prestations ;

- solliciter toute réunion qui se révélerait utile à l'exécution des prestations.

ARTICLE 12 – RESPONSABILITÉS

La responsabilité du titulaire est limitée au préjudice direct et en tout état de cause au montant du marché.

Le titulaire est seul responsable du fait de ses agissements, des contraventions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre le Cerema en cas de condamnation encourue par lui ou un membre de son équipe.

Le titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et des règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Le titulaire est responsable de son personnel ou de celui de ses sous-traitants, en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est également responsable des accidents et vols du fait de son personnel.

ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITÉ

En complément de l'article 5 du CCAG - FCS, il est précisé que tous les documents, bases de données et informations du présent marché sont a priori confidentiels. Lorsqu'ils sont publics le pouvoir adjudicateur en informe le titulaire.

ARTICLE 14 – ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, le titulaire et ses éventuels sous-traitants doivent justifier qu'ils sont couverts par un contrat d'assurance au titre :

- de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1244 du Code civil ;
- de la responsabilité professionnelle en cas de dommages occasionnés aux biens et aux personnes à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- des responsabilités découlant des articles 1792 et suivants du Code civil.

ARTICLE 15 – RESILIATION DU MARCHÉ

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

15.1 – Résiliation sans faute

Conformément à l'article 42 du CCAG-FCS, la résiliation du marché peut être prononcée sans faute du titulaire pour un motif d'intérêt général.

15.2 – Résiliation pour faute

Conformément à l'article 41 du CCAG-FCS, la résiliation du marché peut être prononcée pour faute du titulaire et peut donner lieu le cas échéant à une exécution aux frais et risques du titulaire.

15.3 – Résiliation pour événements liés au marché

La résiliation du marché peut être prononcée pour des événements liés au marché, conformément à l'article 31 du CCAG-FCS.

ARTICLE 16 – REGLEMENT DES DIFFERENTS

En cas de litiges entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de Lyon conformément aux dispositions de l'article R.312-11 du Code de justice administrative.

Par dérogation à l'article 46 du CCAG FCS, le différend devra être préalablement réglé à l'amiable auprès du Comité Consultatif National du règlement amiable.

En cas de litige et de contentieux, le droit français est seul applicable.

ARTICLE 18 – LANGUES

Tous les documents, fiches techniques, inscriptions sur matériels, correspondances, factures ou mode d'emploi doivent être rédigés en français ou en anglais.